TIZI-OUZOU

Les travailleurs de l'Enel d'Azazga ferment l'accès

Le conflit opposant les travailleurs du complexe industriel Enel d'Azazga avec le P-DG de l'entreprise traverse, depuis le 15 avril dernier, une nouvelle étape dans les actions menées pour obtenir le départ du premier responsable.

Photo : DR

Ainsi, les grévistes ont opté carrément pour la fermeture du portail de l'entreprise. Pourtant, nul ne prédisait cette radicalisation du mouvement entrepris près de deux mois déjà et dont la genèse remonte à une année. En effet, le comité de crise, rencontré sur place, a indiqué avoir pris toutes les dispositions pour attirer l'attention de la tutelle, en l'occurrence la SGP Cabéleq, qui peine à donner suite à leurs sollicitations ou diligenter une commission pour les rencontrer et prendre des dispositions.

En outre, les travailleurs, par l'entremise de leur comité, assurent avoir un soutien indéfectible de la centrale syndicale et de son numéro un qui a été destinataire d'un dossier bien ficelé.

Parallèlement, ajoutent les membres du comité, les pouvoirs publics ont été saisi de l'affaire, dont le chef de daïra et même le Premier ministre qui avait affirmé lors de son récent discours à Azazga, pendant la campagne électorale, que le dossier de l'Enel verra incessamment une issue et de surcroît en leur faveur.

Depuis, c'est le silence radio et, apparemment, nul ne se soucie du sort des travailleurs encore moins de celui de l'entreprise, s'inquiètent-ils, pensant à juste titre qu'un cran au dessus dans le durcissement des actions qu'ils avaient entreprises jusque-là amènerait plus de considération à leur mouvement, dont la plateforme revendicative est exclusivement tournée vers l'exercice de la gestion de leur entreprise, qu'ils jugent catastrophique et prélude à une fermeture imminente, ce qui montre la crainte générée par l'installation de la nouvelle section syndicalement démocratiquement élue et, forcément, la solution en serait le départ de leur directeur, concluent-ils. 15 jours après, c'est le statu quo ! Les grévistes avancent la liste établie en présence d'un huissier de justice de 625 travailleurs, sur les 770 que compte l'entreprise, acquis à leur cause, rejetant du fait le nombre de 113 poursuivis en justice par le PDG, accusés de l'avoir empêché de rejoindre son poste de travail. Le conflit, remontant à une année, tournait autour de la légitimité de nouveau comité élu, avant de s'estomper pour céder la place à des négociations qui ont vite pris l'allure d'un bras de fer, notamment sur le deuxième point relatif à la levée des sanctions, relate un membre de la section.

A partir du mois de février dernier, le syndicat a pris le relais par une grève de la faim des seuls membres du syndicat, avec comme revendication principale le départ du PDG et, depuis le 15 avril, celle du DRH. S'en est suivie alors une autre façon de mettre la pression sur la tutelle en procédant à un piquet de grève quotidien de 13h et 14h, tout en promettant de maintenir le même rendement dans la production de l'entreprise.

Les syndicalistes se sont vu intimer l'ordre de quitter les locaux qui leur ont été affectés dans l'exercice de leurs activités syndicales. Vint alors la décision de fermer le portail et d'arrêter la production.Les travailleurs avancent des chiffres qui corroborent leurs affirmations dans le sens de la mauvaise gestion imputée au PDG comme le départ de plus de 200 retraités non remplacés.

Ainsi, l'entreprise qui comptait près de 1 000 employés ne compte désormais que 770 et la production est passée de 15 000 moteurs en 2005 à 3 000 en 2008 avec une importation de groupes électrogènes au lieu de les fabriquer.

Autant de griefs énumérés et qu'ils sont prêts à étayer devant le directoire de leur tutelle car, disent-ils, seul l'intérêt de l'entreprise nous guide. Pour rappel, eu égard à l'absence du P-DG, il était difficile pour nous d'entendre un autre son de cloche.

F. B.

TIARET

Le plan d'aménagement de la wilaya en débat

Le plan d'aménagement de la wilaya (PAW) dans sa deuxième phase a constitué, il y a quelques jours, le thème d'une rencontre animée par l'Urbatia, un centre d'études et de réalisation en urbanisme, et ce, en collaboration avec les experts et chercheurs universitaires.

En préambule, le wali de Tiaret devait aborder pas moins de quatre points jugés importants dont celui des maladies à transmission hydrique (MTH), exhortant les P/APC, les chefs de daïra et autres responsables de l'exécutif à prendre toutes les mesures préventives à l'effet de parer à toute éventualité de propagation de ces maladies, d'autant, dira-t-il, que nous sommes à l'orée de l'été, une saison propice à la prolifération d'épidémies.

A ce sujet, le même responsable devait longuement insister sur les mesure à prendre tels la désinfection et le traitement des différents points d'eau. Saisissant l'opportunité, le wali de Tiaret a tenu à réitérer ses instructions envers son staff et les élus à se charger eux-mêmes de l'accueil des citoyens et la prise en charge de leurs préoccupations. `

Poursuivant son allocution, le wali de Tiaret a également parlé de la rationalisation des deniers publics demandant aux différents responsables présents de se mettre en conformité avec le code des marchés. S'agissant de la journée en question, elle a porté sur une panoplie de communications à commencer par la présentation du milieu physique de la wilaya en tenant compte, entre autres, des limites administratives, de la superficie et de la répartition des terres. Les intervenants se sont tour à tour succédé pour aborder l'analyse démographique de la wilaya et ses perspectives. L'on saura en ce sens que la concentration des populations au niveau du chef-lieu de wilaya s'explique, selon les chiffres avancés, par l'exode rural et la prolifération de l'habitat précaire. En matière d'habitat, une intervenante, et après avoir fait un diagnostic du secteur, devait mentionner que la wilaya accuse un déficit de 16 720 logements sur les 30 229 représentant le programme global.

Les autres points inscrits à l'ordre du jour ont touché pratiquement aux perspectives à court, moyen et long termes concernant tous les secteurs, à savoir : l'agriculture, les forêts, l'environnement, les infrastructures de base, le tourisme, l'industrie, l'énergie, l'urbanisme, la jeunesse et les sports, la culture, la santé, l'éducation…Nombreux dans la salle ont intervenu pour faire des remarques parfois objectives quant aux statistiques présentées et qui requièrent, par conséquent, une révision, voire une mise à jour. D'autres, en revanche, ont reproché au centre d'études de ne pas tenir compte de certaines propositions au profit des zones steppiques représentant, faut-il le rappeler, 70% de la superficie globale de la wilaya. De son côté, le wali de Tiaret avait plutôt remis en cause la méthodologie adoptée dans la présentation des données.

Mourad Benameur

ASSOCIATION ESSALEM EL-AKHDAR

Pour la promotion du tourisme rural

Fidèle à son riche programme d'action, l'association Essalem El- Akhdar pour la protection de la nature et de l'environnement a organisé, il y a quelques jours au niveau de l'ODEJ, ex-CIAJ de Tiaret, une table ronde sur la préservation du patrimoine archéologique et sa promotion à l'écotourisme animée par un enseignant universitaire en la personne de Seddouki Abdellah.

Le conférencier qui compte une panoplie de travaux dans ce domaine, dont celui qu'il a effectué dernièrement sur le penseur Ibn Khaldoun avec l'université de Valence en Espagne, a d'emblée présenté un état descriptif des innombrables potentialités que recèle la capitale des Rostemide en matière de sites archéologiques.

Allant de la période préhistorique jusqu'à l'Etat moderne algérien de l'émir Abdelkader, cette richesse, estimée à plus de 450 vestiges répartis à travers toute la région, est susceptible de faire de Tiaret un véritable pôle touristique durable, focalisé sur la découverte de la nature, devait souligner l'intervenant non sans insister sur l'extrême nécessité de revaloriser tous les sites ayant subi des agressions aussi bien par le temps que par l'homme.

Parler de l'écotourisme c'est aussi sensibiliser l'ensemble des acteurs entres citoyens, associations et élus sur l'importance de ce créneau indissociable de notre patrimoine culturel et civilisationnel», conclut-il.

Interrogé sur l'opportunité de cette rencontre, M. Ghouzi Reffassi, président de l'association Essalem El-Akhdar, a, quant à lui, reconnu que ce domaine jusque-là délaissé requiert un minimum d'égards tant qu'il peut être pour beaucoup dans la propulsion du tourisme rural, considéré comme partie prenante dans le développement en général.

M. B.

GUELMA

Anarchie dans les transports

L'anarchie dans les transports semble prendre de l'ampleur dans la wilaya de Guelma. Comptant une vingtaine d'aires de stationnement, desservant plus de 10 wilayas et qui sont installées anarchiquement dans les boulevards et cités de la ville : boulevard du Volontariat, Cité Agabi, faubourg Mebarki Saïd, Bab Skikda..., celles-ci causent des désagréments à la population et nuisent à l'environnement. Le transport dans la wilaya de Guelma est géré d'une manière chaotique. Les stations où sont orientés les voyageurs sont dépourvus d'un minimum de conditions d'accueil, remarque-t-on. Elles envahies par les ordures et dépourvues d'abribus, de toilettes publiques et de plaques de signalisation. L'exiguïté de ces aires de stationnement provoque un sérieux encombrement et contraint les bus à s'arrêter n'importe où et n'importe comment.Une situation qui leur cause des désagréments et des conflits avec les services de police, surtout au grand boulevard du Volontariat et sur les hauteurs de la ville. Pourtant, les transporteurs paient des taxes. La responsabilité est imputée aux collectivités locales, censées prendre en charge les aires de stationnement, comme le prévoit la loi. La sécurité des usagers et des transporteurs n'est nullement assurée, dénonce-t-on.

L'on assiste souvent à des agressions et vols en plein jour, surtout durant les heures de pointe. La wilaya de Guelma connaît aujourd'hui un sérieux problème de transport. Les chauffeurs de taxis et bus travaillent toujours dans le désordre et l'anarchie dans ces stations qui ne disposent d'aucune commodité. Une enveloppe financière de 200 millions de dinars a été allouée dans le cadre du plan quinquennal 2004/2009 pour la réalisation d'une nouvelle gare routière. Les travaux ont commencé le 10 juillet 2008. En attendant cette infrastructure d'accueil qui sera livrée en septembre 2009, l'ancienne gare routière est saturée.

A. Boudeffa

TLEMCEN

La bande à «Grelou» neutralisée

Les services de sécurité de la wilaya de Tlemcen ont mis fin au parcours d'une bande de malfaiteurs composée de cinq individus qui écumaient le quartier les Dahlias. Le 17 avril, les services de la police judiciaire de la 2e sûreté urbaine enregistrent une plainte déposée par une victime résidant au quartier les Dahlias à El-Kiffane pour vol et violation de domicile. Lors du dépôt de plainte la victime a déclaré le vol de bijoux d'une valeur de 200 millions de centimes et un téléphone portable. On saura par la suite que c'est grâce à ce portable que les enquêteurs sont arrivés à l'arrestation de B. M., 28 ans, surnommé «Grelou» qui était à bord de son véhicule.

La fouille de ce dernier s'avéra fructueuse, le portable de la victime été retrouvé, ce qui allait compromettre B. M., qui faisait l'objet de filature. «Grelou» ne tarda pas à passer aux aveux en donnant les noms de ses complices. Il s'agit de G. M., 35 ans, B. M. A., 25 ans, et B. A., artisan bijoutier ainsi que le fils. Ce dernier, le nommé B. M. A., avait remis une somme de 30 millions pour l'achat de ce lot de bijoux dont la valeur est estimée à 200 millions. Le bijoutier hospitalisé, qui a procédé à la transformation de cet or, n'a pu être auditionné par les enquêteurs. Après perquisition, une partie de l'or a été récupérée. Les quatre mis en cause ont été présentés au parquet et écroués. Il est à signaler la rapidité et l'efficacité des inspecteurs de la police judiciaire qui ont pu résoudre cette affaire en moins de 48 heures.

M. Z.